

Trésorerie vidée et nécessité d'agir en 12 points

Agrijura tire la sonnette d'alarme sur les capacités financières des exploitations jurassiennes. Le manque de rentabilité générale de l'activité agricole ne laisse que peu de marge aux familles paysannes. Les crises successives ont épuisé les finances des exploitations, menaçant des entités pourtant jugées solides et bien tenues. Les fiduciaires et les agriculteurs rapportent une aggravation inquiétante en cette fin d'année 2024. L'année agricole a été catastrophique pour les cultures, et les crises sanitaires frappent durement la production animale. Agrijura propose 12 mesures à court, moyen et long terme, cruciales pour l'avenir de ses membres.

Le dépouillement des données comptables le montre : la marge de manœuvre financière des exploitations jurassiennes est légèrement inférieure à la moyenne nationale, une différence particulièrement marquée en zone de plaine, selon les données de 2022. En tout, une exploitation sur cinq dans la région affichait une trésorerie nette globale négative à la fin de l'année 2022. Alors que 2023 a été marquée par une explosion des coûts de production, menant aux révoltes agricoles du début de l'année, 2024 laissait espérer une amélioration. La relative stagnation des coûts, associée aux premières revalorisations des prix à la production – à l'exemple des prix indicatifs du lait, de la viande et des céréales – aurait dû permettre une amélioration notable. Cependant, force est de constater que ce n'est pas le cas. La situation s'est même détériorée à bien des égards, selon les retours des agriculteurs et des fiduciaires cet automne.

Les causes de cette situation sont multiples. Du côté de la production végétale, l'année agricole et les pluies abondantes ont eu un impact négatif important sur les quantités et la qualité des cultures. La qualité des fourrages a également été affectée. Cet automne, les conditions météorologiques désastreuses empêchent de récolter correctement les dernières cultures, comme le maïs, le tournesol et les betteraves, et de respecter les exigences des programmes de politiques agricoles. Pour la production animale, la tension sur le marché du lait est palpable. Les prix de la viande se maintiennent à des niveaux corrects. Cependant, la production et la vente d'animaux via les marchés de bétail, qui sont habituellement des canaux rémunérateurs, sont gravement affectées par les crises sanitaires. La vague de la BVD (sérotypé 3) expose de nombreux élevages jurassiens à des pertes financières et génétiques significatives. Bien que la caisse des épizooties rembourse les tests et les animaux morts, les pertes de production laitière, l'augmentation des avortements, les frais vétérinaires, et les pertes génétiques représentent un coup dur pour les familles. Ces pertes ne sont pas seulement financières, elles affectent directement la stabilité et l'avenir de leurs exploitations.

Les solutions sont complexes. Si les revendications pour des prix rémunérateurs et des réformes persistent en toile de fond, Agrijura exige des mesures urgentes. Les acteurs du marché, politiques, institutionnels et privés doivent prendre les décisions nécessaires pour pallier les difficultés réelles rencontrées par les familles paysannes jurassiennes. Agrijura ne se contente pas d'alerter : l'organisation propose 12 mesures concrètes pour sortir de l'impasse. Profitant de la Foire du Jura, ces propositions rappellent l'urgence de réponses adaptées aux défis auxquels font face les agriculteurs.

Nicolas Pape, Président d'Agrijura, 079 317 40 81

François Monin, Directeur d'Agrijura, 079 559 78 66

12 mesures urgentes afin de pallier les impasses financières actuelles des exploitations agricoles jurassiennes

Agrijura, face à la gravité de la situation des exploitations agricoles du Jura, propose 12 mesures concrètes, à court, moyen et long terme, pour répondre aux défis financiers, climatiques et sanitaires que rencontrent les agriculteurs. Ces mesures visent à restaurer la viabilité économique des exploitations et à soutenir les familles paysannes.

Mesures	Mise en œuvre	Temporalité	Décision	Trésorerie	Rentabilité
Faciliter les prêts sans intérêt Permettre l'octroi simplifié de prêts sans intérêt, comme prévu à l'art.1, let.a de l'Ordonnance sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture (OMAS), afin de remédier aux difficultés financières dont les exploitations ne sont pas responsables.	Service de l'Economie rurale (ECR)	Immédiate	Canton	***	-
Anticiper les paiements des productions végétales Actuellement, les paiements des céréales et des betteraves peuvent intervenir jusqu'à 10 mois après leur livraison. Une partie des paiements doit être avancée pour alléger la trésorerie des exploitations.	Acteurs du marché	Immédiate	Acteurs du marché	***	-
Étendre la zone de séquestre pour la BVD à l'ensemble du territoire national L'objectif est de permettre les échanges d'animaux entre exploitations malgré les contraintes sanitaires liées à la langue bleue, tout en réduisant les pertes financières et les restrictions commerciales.	OSAV	Immédiate	OSAV	**	-
Accompagner les exploitations en grande difficulté dans leur gestion Mobiliser le fonds de soutien agricole pour accompagner en priorité les exploitations en situation critique et leur offrir un appui renforcé en matière de gestion financière.	Prestaterre - FRI – Agrijura	Immédiate	Comité Agrijura CF FRI	*	-
Suspendre les déductions de sous-livraisons pour la production laitière Surseoir temporairement aux pénalités pour sous-livraison de lait, afin de soutenir les producteurs face à la pression sur les volumes de production.	Mooh	Octobre	CA de Mooh	*	**
Soutien cantonal aux marchés de bétail et à la caisse des épizooties Renoncer aux coupes des subventions cantonales aux marchés de bétail à hauteur de CHF 300'000.- proposées par le Gouvernement pour le budget 2025, afin de compenser les difficultés liées aux crises sanitaires et économiques. Définir un montant – env. CHF 100'000 - dans le budget cantonal 2025 pour mener une campagne de vaccination contre la langue bleue.	Gouvernement jurassien - ECR	1.1.2025	Parlement jurassien	*	**

Maintenir le budget fédéral dédié à l'agriculture Une réduction du budget fédéral 2025 en faveur de l'agriculture à hauteur de 48,5 millions est proposée par le Conseil fédéral. Elle équivaut à environ 2 millions pour le Jura.	OFAG	1.1.2025	Chambres fédérales	**	**
Assurer le maintien du crédit-cadre 2026-2029, en augmentant à disposition pour les moyens pour les améliorations structurelles Pour la période 2026 à 2029, le crédit-cadre doit être stable pour les paiements directs et prévoir une augmentation des ressources disponibles pour les améliorations structurelles afin de réduire les coûts de construction dans les exploitations agricoles. Ces chiffres émanent de la publication d'une étude de l'OFAG sur les moyens nécessaires à termes pour cet outil majeur de la politique agricole.	OFAG et cantons	2026 à 2029	Chambres fédérales	**	**
Réduire les déductions FSPC pour la valorisation des excédents Intégrer cette réduction dans les décomptes finaux des producteurs pour la récolte 2024, afin d'alléger la pression financière sur les agriculteurs.	FSPC	2025	Comité FSPC Swissgranum	*	**
Augmenter la prime de transformation en fromage Revaloriser cette prime pour réduire la pression sur la matière grasse dans la production de fromage, notamment face à la concurrence des produits importés (influencée par le franc fort et l'inflation).	OFAG Fromageries	Moyen terme	OFAG Chambres fédérales	**	**
Soutenir la formation des jeunes agriculteurs Encourager les jeunes agriculteurs à entreprendre une formation agricole supérieure en leur offrant une contribution forfaitaire. Cet appui vise à développer leur esprit entrepreneurial et à assurer une relève qualifiée.	Agrijura	Long terme	Comité Agrijura	**	**
Créer des réserves fiscales climatiques Mettre en place des réserves fiscales dédiées pour permettre aux exploitations d'amortir les effets des bonnes et mauvaises années. Cela permettrait de lisser les résultats financiers et de réduire l'impact des variations climatiques sur la rentabilité des exploitations.	OFAG Services cantonaux des contributions	Long terme	Elus fédéraux	***	-

Ces mesures proposées par Agrijura visent à répondre de manière ciblée aux besoins immédiats des exploitations en difficulté tout en offrant des solutions durables pour assurer leur pérennité. Leur mise en œuvre est cruciale pour stabiliser le secteur agricole et renforcer sa résilience face aux crises futures.

Agrijura, 18 octobre 2024